

République du Sénégal

Un Peuple – Un But – Une Foi

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU PLAN**



RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION BUDGETAIRE

PREMIER TRIMESTRE 2017

Mai 2017

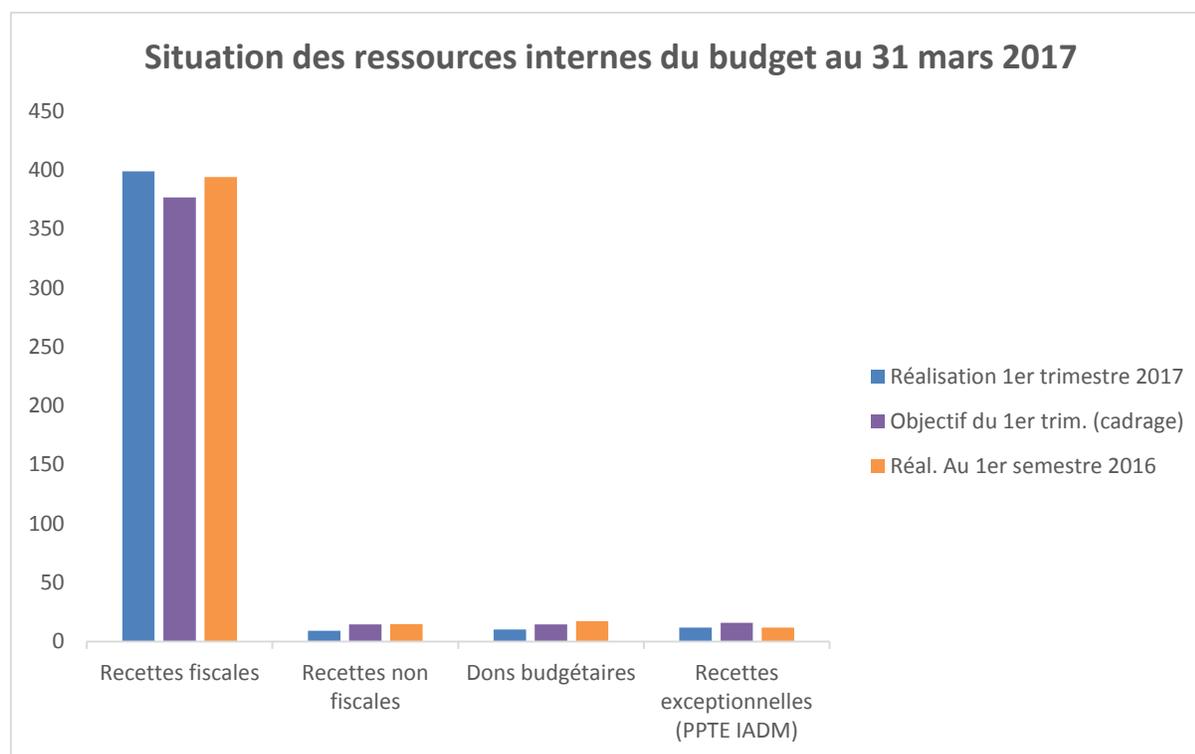
www.dgf.finances.gouv.sn

I. LES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

A la fin du premier trimestre 2017, les ressources internes du budget général ont été recouvrées à hauteur de 429,787 milliards de francs CFA, sur un objectif annuel de 2182,1 milliards de francs CFA. Il s'en dégage un taux de réalisation de 19,7%. Si on tient compte de l'objectif trimestriel du Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) qui se chiffre à 421,45 milliards, le taux de réalisation passe à 102%.

Par rapport à la période de l'année 2016, la mobilisation des ressources connaît un repli de 7,881 milliards de francs CFA en valeur absolue, soit -1,8% en valeur relative.

Le détail des réalisations par catégorie de recettes se présente ainsi qu'il suit :



Les recettes fiscales sont réalisées à hauteur de 398,9 milliards de francs CFA sur un objectif de 376,7 milliards de francs CFA. Par rapport à l'objectif trimestriel, les recouvrements affichent un taux de réalisation de 105,9%.

En dépit de cette performance il convient de relever des difficultés sur la ligne « fonds de sécurisation des importations des produits pétroliers (FSIPP) ». En effet, sur les trois premiers mois de l'année 2017, la ligne FSIPP est ressortie avec 5,5 milliards de francs CFA de réalisation, enregistrant un glissement annuel de négatif de 31,1 milliards de francs CFA, soit un recul de 84,9%.

Les recettes fiscales constituées essentiellement de revenus des domaines sont mobilisées à hauteur de 8,947 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de de 9,1% par rapport à l'objectif annuel et 61,7% si on tient compte de l'objectif trimestriel du TOFE.

Quant aux dons budgétaires et aux recettes exceptionnelles, ils ressortent à 10,28 milliards et 11,66 milliards de francs CFA respectivement, soit des taux de réalisation de 70,9% et 74% respectivement.

II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (ressources internes)

2.1. Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel, y compris celles relatives au personnel local des ambassades, se situent à **149,38** milliards de francs CFA sur un montant annuel prévisionnel de **586** milliards. Il se dégage ainsi un taux de réalisation de **25,49%** de l'objectif annuel.

Cette masse salariale a connu une tendance haussière entre le dernier trimestre de 2016 et ce premier trimestre de 2017. En effet, de **145,46** milliards au dernier trimestre 2016, elle a connu une hausse marquée de **3,92** milliards de francs CFA à ce premier trimestre de 2017.

a. Situation de la masse salariale et des effectifs

Dépenses et évolutions trimestrielles :

	Trimestre 1 de 2016 (en milliards F CFA)	Trimestre 1 de 2017 (en milliards F CFA)
Masse salariale du trimestre (personnel local des ambassades inclus)	135,28	149,38
Evolution relativement au trimestre 1 de 2017	-	10,42%

Principaux postes de paie du trimestre 1 :

Principaux postes de paie au trimestre 1 de 2017	Montant	Part en %
Solde de base	59 918 732 819	40,11%
Primes et indemnités	53 229 562 534	35,63%
Autres éléments de salaire	36 229 254 115	24,25%
TOTAL	149 377 549 468	100,00%

Source : DSPRV/DGF/MEFP.

Evolution de la masse salariale en 2016 et 2017 (avec poste local des ambassades) :

Périodes	jan.	fév.	mars	Cumul
2017	49,25	50,66	49,47	149,38
2016	45,83	44,47	46,48	136,78

Source : DSPRV/DGF/MEFP.

Ce total prend en compte les dépenses affectées au personnel local des ambassades de 1,5 milliard aux premiers trimestres de 2016 et 2017.

Evolution des effectifs des 1ers trimestres de 2016 et 2017 :

	2016				2017		
	janvier	février	mars		janvier	février	mars
Effectif total	108 441	109 617	110 910		121 051	121 857	122 741
<i>dont liquidations de droit</i>	<i>1 095</i>	<i>1 105</i>	<i>135</i>		<i>100</i>	<i>126</i>	<i>125</i>

Source : DSPRV/DGF/MEFP.

b. Situation du Fonds national de Retraites (FNR)

	2017			TOTAL
	Trimestre 1			
	janvier	février	mars	
Crédit (en milliards F CFA)	6,39	6,56	6,55	19,5
Nombre de cotisants	88 508	89 157	90 208	
Débit (en milliards F CFA)	7,33	7,31	7,42	22,06
Allocataires	64 589	64 814	65 014	
Solde du FNR	-0,94	-0,75	-0,87	-2,56

Source : DSPRV/DGF/MEFP.

Le solde cumulé du FNR se situe, à fin mars 2017, à **-2,56 milliards**.

2.2. Dépenses sur ressources internes hors personnel

Les dépenses sur ressources internes hors personnel se répartissent en dépenses courantes et dépenses en capital.

a) Les dépenses courantes

Les crédits ouverts par la loi de finances pour ces dépenses s'élèvent à 756,90 milliards FCFA.

Leur taux d'engagement, est estimé à 27,36% à la date du 31 mars 2017 pour un montant de 207,09 Milliards FCFA, indiquant ainsi la capacité de l'administration à passer les marchés nécessaires à son fonctionnement ainsi que les transferts nécessaires à celui des collectivités locales et du secteur parapublic.

Le montant des paiements à fin mars 2017, s'élève à près de 167,61 milliards FCFA, soit 83,11% des montants liquidés et qui donne 10,31 points de pourcentage de plus qu'à la même période pour l'exercice 2016.

Montant et taux d'exécution (crédits ouverts) des dépenses de fonctionnement et de transfert courant T1-2017

EXECUTION	prévision LFI	TRIMESTRE 1		TRIMESTRE 1		TOTAL CUMUL ENGAGE	TOTAL CUMUL PAYE	CUMUL	
		ENGAGE	PAYE	Tx ENGAGE	Tx PAYE	ENGAGE	PAYE	Tx ENGAGE	Tx PAYE
Dépenses de fonctionnement (titre 3)	343,87	81,55	51,62	23,72%	63,30%	81,55	51,62	23,72%	63,30%
Dépenses de transfert (titre 4)	413,03	125,54	115,99	30,39%	92,40%	125,54	115,99	30,39%	92,40%
TOTAL DEPENSES COURANTES	756,90	207,09	167,61	27,36%	80,94%	207,09	167,61	27,36%	80,94%

Niveau d'exécution	Exécut° fonctionnement	Exécution transfert	Montant TOTAL exécuté	Exécut° en %	1 ^{er} Trim. 2016	Ecart points 2017 /2016
Engagement des crédits ouverts	81,55	125,54	207,09	27,36%	27,9%	-0,54
Liquidation des engagements	65,68	135,96	201,65	97,37%	75,8%	21,57%
Paiement des liquidations	51,62	115,99	167,61	83,11%	72,8%	10,31%
Avances à régulariser	7,49	1,06	8,55	-	-	-

Les taux d'engagement les plus importants (à partir de 50% à fin T1 2017) pour le fonctionnement de l'Etat concernent principalement les lignes du tableau suivant :

Étiquettes de lignes	Crédits ouverts	Crédits engagés	Tx. Engagement
Impôts et taxes payés par l'Etat	5 443 772 000	6 826 179 326	125%
Autre matériel de transport service et fonction	14 041 460 000	13 871 000 000	99%
Autres transferts à d'autres budgets	3 630 000 000	2 875 000 000	79%
Autres transferts courants aux ménages	7 590 087 000	4 686 480 000	62%
Location bâtiments à usage de logement	6 214 500 000	3 798 920 440	61%
Transf. courants instit. but non lucratif	715 951 000	435 951 000	61%
Mobilier, matériel équipements militaires	18 471 333 000	10 437 494 517	57%
Location bâtiments à usage de bureaux	6 037 523 000	3 229 488 808	53%
Electricité	15 629 782 000	7 889 748 080	50%

Le taux d'exécution de 125% de la ligne Impôt et taxes payés par l'Etat s'explique par l'importante hausse du budget d'investissement financé sur ressources extérieures.

b) La charge de la dette publique

Ce paragraphe traite de la seule charge de la dette, les mouvements d'emprunt sont traités en partie III.

Au titre du premier trimestre de l'année 2017, les intérêts payés sur la dette publique s'élève environ à 69,41 milliards de FCFA (42,99 milliards sur la dette intérieure et 26,42 milliards sur la dette extérieure) contre 45,74 milliards au cours de la même période de l'année précédente.

c) Les dépenses en capital

Les dépenses en capital financées sur ressources internes, prévues en LFI à hauteur de 788,2 milliards FCFA, ont bénéficié du report de crédits non utilisés en 2016 pour atteindre 836,95 milliards FCFA.

Exécution T1 2017 (en milliards de FCFA)

Titre	Crédits Ouverts	Crédits engagés	Taux des engagements	Crédits ordonnancés	Taux des ordonnancements	Paiements
Investissements par l'Etat	199,10	33,22	16,69%	22,7	68,33%	15,93
Transferts en capital	637,85	145,90	22,87%	145,9	100%	141,88
TOTAL	836,95	179,13	21,4%	168,6	94,12%	157,81

En comparaison des dépenses de fonctionnement, l'engagement et l'ordonnancement des crédits d'investissement demandent des délais plus longs, d'abord de maturité des projets, suivis des procédures de passation des appels d'offres. Les paiements interviennent enfin après prise en charge comptable, et nécessitent la disponibilité de la trésorerie correspondante.

III. LES RESSOURCES ET DEPENSES SPECIFIQUES

3.1. Le service de la dette et la situation des emprunts

Le service de la dette publique honoré au titre du premier trimestre de l'année 2017 s'élève environ à 210,3 milliards de FCFA dont 152,65 milliards pour la dette intérieure et 57,65 milliards pour la dette extérieure. Ce service renferme un montant de 11,65 milliards lié à des économies au titre des initiatives PPTTE et IADM.

S'agissant des émissions de titres publics, le cumul des réalisations, sur la période allant du 01 janvier au 31 mars 2017, se chiffre à 77,4 milliards de FCFA dont 41,7 milliards mobilisés sous forme de bons du trésor à 1 an et 35,7 milliards en bons à 3 mois et 6 mois. Ces derniers (bons à 3 mois et 6 mois) constituent des opérations de trésorerie.

Ces émissions ont été réalisées dans un contexte de marché difficile marqué par le relèvement du taux du guichet prêt marginal de la Banque centrale d'un point de pourcentage (3,50% à 4,50%) ainsi qu'un durcissement des conditions de refinancement des banques. Ce qui explique en partie, un léger fléchissement de l'intérêt des investisseurs. De même, les conditions d'emprunt se sont renchériées, comparativement à celles observées en 2016.

EXECUTION (décaissé)	Prévision LFI 2017	1^{er} Trim.
TOTAL DETTES PUBLIQUES	680,06	210,30
dette intérieure en capital	-	109,66
charges dettes intérieures	-	42,99
dette extérieure en capital	-	31,23
charges dettes extérieures	-	26,42

3.2. Ressources externes et exécution des dépenses afférentes

Dans le cadre du financement du Programme d'Actions Prioritaires (PAP) du Plan Sénégal Emergent (PSE), cent soixante-six (166) conventions de financement ont été conclues avec les partenaires au développement à la date du 31 mars 2017, depuis la tenue du Groupe Consultatif de Paris en février 2014, pour un montant total de 3 620 milliards francs CFA dont 3 248 milliards sous forme d'emprunts et 372 milliards de francs CFA (10,28% du montant total) en subvention.

Neuf (09) conventions de financement ont été conclues avec les partenaires techniques et financiers dans la période du 1er janvier au 31 mars 2017 pour un montant total de 134,435 milliards francs CFA dont 89,97 % sous forme de prêt.

Durant la période sous revue (premier trimestre 2017), le montant total des décaissements des projets de développement financés sur ressources extérieures s'élève à 208,745 milliards de francs CFA réparti en emprunts pour 189,270 milliards de francs CFA et 19,474 milliards de francs CFA en subventions.

A la date du 31 mars 2017, on note un taux d'exécution de 47,77 % par rapport aux prévisions annuelles de tirages de 437 milliards de francs CFA du Budget Consolidé d'Investissement (BCI) de l'année 2017. Ce taux est de 191,51 % rapporté à l'objectif de 109 milliards de francs CFA pour le premier trimestre.

Comparativement à la même période de 2016 (128,648 milliards), les tirages ont augmenté de 80,097 milliards francs CFA en valeur absolue et 62,26 % en valeur relative.

Les explications relatives à ce taux de 191,51 % concernent notamment d'importants décaissements notés dans le portefeuille de certains bailleurs comme la Chine et la Banque Mondiale pour lesquels des dépassements ont même été notés par rapport aux prévisions de tirages.

3.3. L'exécution des crédits transférés au secteur parapublic

Les charges de fonctionnement sont exécutées à hauteur de 16,13% des prévisions soit 9 575 375 296 FCFA en valeur absolue.

Au premier trimestre de 2017, les crédits consommés au titre des « charges de personnel » s'élèvent à 3,392 milliards FCFA soit 22,12% des prévisions.

Ainsi à fin avril, les autres charges exécutées s'élèvent à 6 183 328 523 FCFA soit 14,04% des prévisions de la rubrique.

Une enveloppe de 78 430 074 578 FCFA est destinée à l'investissement, à fin avril, le niveau de recouvrement des ressources destinées à l'investissement atteint 24,14% des prévisions soit 18 930 714 640 FCFA en valeur absolue. La part de subvention d'investissement versée par l'Etat est recouverte à hauteur de 5,930 milliards FCFA soit 10,32% des prévisions.

Annexe 1: Situation des ressources internes du budget au 31 mars 2017

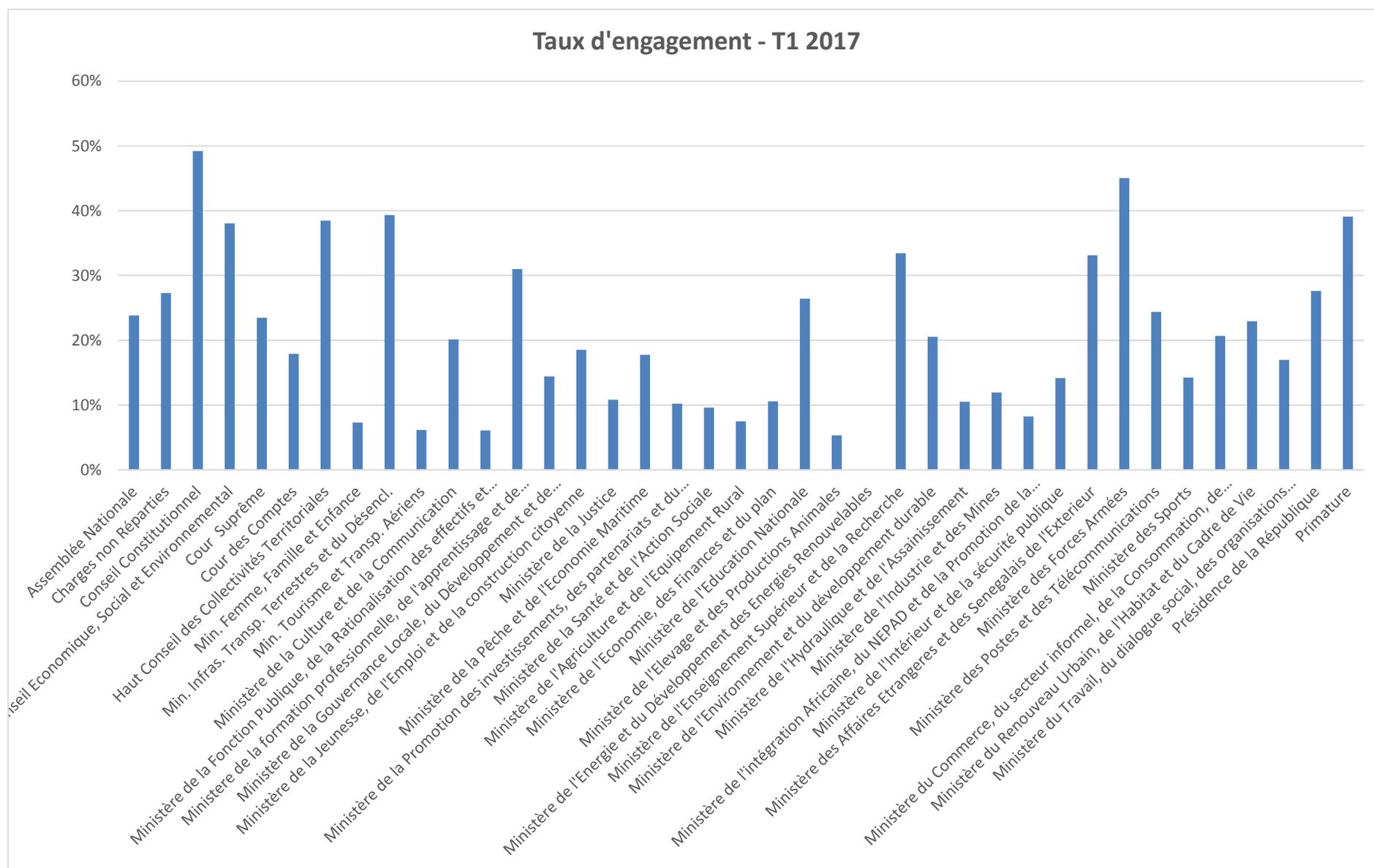
Ressources/Recettes	Réalisation 1er trimestre 2017	Objectifs 2017	Taux de réalisation	Objectif du 1er trim. (cadrage)	Taux de réalisation	Réal. Au 1er semestre 2016	Glissement annuel	
							Valeur absolue	Valeur relative
Recettes budgétaires	407,847	2084,1	19,6%	391,2	104,3%	408,592	-0,745	-0,2%
<i>Recettes fiscales</i>	<i>398,9</i>	<i>1985,7</i>	<i>20,1%</i>	<i>376,7</i>	<i>105,9%</i>	<i>393,948</i>	<i>4,952</i>	<i>1,3%</i>
<i>Recettes non fiscales</i>	<i>8,947</i>	<i>98,4</i>	<i>9,1%</i>	<i>14,5</i>	<i>61,7%</i>	<i>14,644</i>	<i>-5,697</i>	<i>-38,9%</i>
Dons budgétaires	10,28	35	29,4%	14,5	70,9%	17,276	-6,996	-40,5%
Recettes exceptionnelles (PTE IADM)	11,66	63	18,5%	15,75	74,0%	11,8	-0,14	-1,2%
TOTAL RESSOURCES INTERNES	429,787	2182,1	19,7%	421,45	102,0%	437,668	-7,881	-1,8%

Annexe 2 : Exécution des dépenses au 31 mars 2017 par institutions et ministères

Ministère ou Institution	Dotations LFI	Crédits ouverts	Crédits engagés	Taux d'engagement	Crédits liquidés	Crédits PEC	Taux de paiement	Crédits payés
Assemblée Nationale	14 134 506 000	14 134 506 000	3 368 400 000	24%	3 368 400 000	3 368 400 000	100%	3 368 400 000
Charges non Réparties	175 062 897 000	159 111 726 317	43 382 330 043	27%	43 296 663 351	43 285 837 323	100%	41 626 929 587
Conseil Constitutionnel	792 730 000	792 730 000	390 000 000	49%	390 000 000	390 000 000	100%	390 000 000
Conseil Economique, Social et Environnemental	6 302 087 000	6 302 087 000	2 397 087 000	38%	2 397 087 000	2 397 087 000	100%	2 397 087 000
Cour Suprême	771 063 000	821 063 000	192 765 750	23%	192 765 750	192 765 750	100%	192 765 750
Cour des Comptes	3 336 884 000	3 336 884 000	596 721 000	18%	596 721 000	596 721 000	100%	596 721 000
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	6 500 000 000	6 500 000 000	2 500 000 000	38%	2 500 000 000	2 500 000 000	100%	2 500 000 000
Min. Femme, Famille et Enfance	8 040 900 000	8 141 388 000	593 918 649	7%	513 999 269	449 007 280	87%	425 758 808
Min. Infrasp. Transp. Terrestres et du Désencl.	132 791 484 000	145 241 484 000	57 109 793 513	39%	57 084 594 187	56 703 784 936	99%	56 700 922 050
Min. Tourisme et Transp. Aériens	23 651 099 000	25 401 099 000	1 565 441 152	6%	1 562 941 152	1 089 818 028	70%	1 078 138 033
Ministère de la Culture et de la Communication	19 763 134 000	24 843 394 561	5 002 960 035	20%	4 940 165 289	4 883 300 286	99%	4 861 115 338
Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	1 387 789 000	1 387 789 000	84 185 907	6%	72 716 307	72 009 307	99%	59 079 350
Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	15 951 120 000	16 376 120 000	5 073 017 277	31%	4 586 928 318	4 412 542 741	96%	4 105 779 831
Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	76 346 741 000	78 115 746 405	11 272 346 158	14%	11 255 985 496	11 249 110 224	100%	11 243 390 793
Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne	13 416 109 000	13 458 109 000	2 493 589 670	19%	2 481 457 432	2 470 734 001	100%	2 450 172 084
Ministère de la Justice	16 078 745 000	16 807 583 809	1 819 616 377	11%	1 585 141 786	1 502 918 958	95%	1 393 499 111
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	16 247 279 000	16 247 279 000	2 887 200 725	18%	2 869 473 637	2 827 625 456	99%	2 018 454 922
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	9 699 844 000	9 764 844 000	997 329 750	10%	993 329 750	992 329 750	100%	987 329 750
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	89 593 342 000	90 270 517 698	8 663 923 819	10%	7 849 807 504	7 471 561 075	95%	7 092 891 366
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	71 307 209 000	73 370 401 730	5 487 400 918	7%	5 379 923 580	2 857 771 424	53%	2 827 412 571
Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	196 813 610 000	207 057 735 381	21 901 209 564	11%	21 260 576 247	20 876 171 106	98%	16 580 057 467
Ministère de l'Education Nationale	111 712 555 000	111 712 555 000	29 533 100 890	26%	25 272 254 777	22 807 101 377	90%	15 592 960 912
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	8 363 693 000	8 363 693 000	445 199 946	5%	423 073 071	395 056 084	93%	330 466 958
Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables	36 845 215 000	37 345 215 000	-	0%	-	-	0%	-
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	152 649 393 000	153 149 393 000	51 171 167 069	33%	61 393 454 159	50 773 829 159	83%	50 128 390 159
Ministère de l'Environnement et du développement durable	11 387 985 000	11 813 454 498	2 424 800 644	21%	2 048 625 915	1 906 873 521	93%	1 761 628 898
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	32 475 754 000	35 743 230 806	3 754 568 950	11%	3 639 228 280	3 215 634 831	88%	3 209 713 101

Ministère ou Institution	Dotations LFI	Crédits ouverts	Crédits engagés	Taux d'engagement	Crédits liquidés	Crédits PEC	Taux de paiement	Crédits payés
Ministère de l'Industrie et des Mines	4 040 148 000	5 290 148 000	631 125 809	12%	627 038 164	625 618 664	100%	606 706 490
Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance	1 270 000 000	1 270 000 000	104 302 459	8%	104 302 459	102 119 776	98%	85 077 547
Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	83 140 007 000	87 282 801 612	12 366 420 920	14%	12 137 686 027	12 032 337 115	99%	10 386 846 462
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	37 992 821 000	38 717 821 000	12 821 338 733	33%	1 534 136 740	1 250 524 695	82%	1 250 524 695
Ministère des Forces Armées	88 700 516 000	89 226 335 612	40 181 323 110	45%	34 627 739 766	34 106 964 469	98%	27 551 566 787
Ministère des Postes et des Télécommunications	2 865 456 000	2 865 456 000	697 985 787	24%	684 456 024	684 456 024	100%	659 456 472
Ministère des Sports	14 467 552 000	15 398 552 000	2 189 128 315	14%	750 152 010	743 154 800	99%	195 375 219
Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	6 240 542 000	6 774 864 919	1 400 732 570	21%	1 378 133 651	1 291 011 891	94%	1 242 057 129
Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	66 728 571 000	74 126 071 000	17 004 538 682	23%	16 967 190 293	16 953 644 159	100%	16 944 700 463
Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	2 215 770 000	2 515 770 000	426 406 686	17%	381 520 158	375 673 168	98%	361 080 232
Présidence de la République	63 391 761 000	71 525 821 000	19 746 066 698	28%	19 698 210 727	19 374 562 033	98%	18 803 883 073
Primature	34 473 689 000	35 100 689 000	13 709 671 432	39%	13 685 601 612	13 578 909 587	99%	13 525 281 612
Total général	1 656 950 000 000	1 705 704 359 348	386 387 116 007	23%	370 531 480 888	350 806 966 998	95%	325 531 621 020

Annexe 3 : Taux d'engagement des crédits du budget général par section 31 mars 2017



Annexe 4 : Situation des actes modificatifs de l'affectation des crédits au 31 mars 2017

Montant acte	Libelle Section	Libelle titre	Dotation initiale	Montant Acte
janv.-17	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	25 000 000 000	- 2 800 000 000
		Investissements exécutés par l'état	30 000 000 000	- 3 000 000 000
		Transfert en capital	4 200 000 000	3 000 000 000
		Transferts courants	-	2 800 000 000
févr.-17	Charges non Réparties	Transferts courants	-	50 000 000
	Min. Infrasp. Transp. Terrestres et du Désencl.	Transferts courants	50 000 000	- 50 000 000
	Charges non Réparties	Investissements exécutés par l'état	60 000 000 000	- 415 200 000
	Min. Femme, Famille et Enfance	Investissements exécutés par l'état	500 000 000	25 488 000
	Min. Infrasp. Transp. Terrestres et du Désencl.	Transfert en capital	5 000 000 000	12 500 000 000
	Min. Tourisme et Transp. Aériens	Transfert en capital	2 500 000 000	1 750 000 000
	Ministère de la Culture et de la Communication	Investissements exécutés par l'état	200 000 000	59 440 695
		Transfert en capital	3 000 000 000	3 000 000 000
	Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	Investissements exécutés par l'état	790 000 000	5 000 005
	Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	Investissements exécutés par l'état	-	21 700 000 000
		Transfert en capital	21 700 000 000	1 950 000 000
	Ministère de la Justice	Investissements exécutés par l'état	-	1 506 809
		Transfert en capital	500 000 000	600 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Investissements exécutés par l'état	253 000 000	556 922 770
		Transfert en capital	7 000 000 000	2 000 000 000
	Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables	Transfert en capital	100 000 000	500 000 000
	Ministère de l'Environnement et du développement durable	Investissements exécutés par l'état	125 000 000	210 541 023
	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Investissements exécutés par l'état	510 000 000	177 128 480
		Transfert en capital	2 500 000 000	800 000 000
	Ministère de l'Industrie et des Mines	Transfert en capital	1 000 000 000	1 250 000 000
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Investissements exécutés par l'état	3 010 000 000	762 794 612
	Ministère des Forces Armées	Investissements exécutés par l'état	-	300 000 000
		Transfert en capital	-	3 000 000 000
	Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits	Investissements exécutés par l'état	65 000 000	34 322 919
	Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	Transfert en capital	281 900 000	497 500 000
	Présidence de la République	Investissements exécutés par l'état	-	100 000 000
	Min. Femme, Famille et Enfance	Investissements exécutés par l'état	370 168 000	-
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	25 000 000 000	- 450 000 000
	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	Transfert en capital	-	500 000 000
	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Transfert en capital	-	250 000 000
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Investissements exécutés par l'état	2 511 000 000	-
	Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations av	Transferts courants	200 000 000	300 000 000
	Présidence de la République	Transferts courants	1 200 000 000	150 000 000
	Charges non Réparties	Investissements exécutés par l'état	30 000 000 000	- 669 000 000
	Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	Investissements exécutés par l'état	102 000 000	-
	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne	Investissements exécutés par l'état	-	42 000 000
	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Investissements exécutés par l'état	2 300 000 000	-
	Primature	Transfert en capital	800 000 000	627 000 000
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	25 000 000 000	- 60 613 000
		Investissements exécutés par l'état	30 000 000 000	- 350 000 000
	Ministère de la Culture et de la Communication	Transferts courants	90 000 000	50 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	10 613 000	10 613 000
	Investissements exécutés par l'état	60 000 000	100 000 000	

Montant acte	Libelle Section	Libelle titre	Dotation initiale	Montant Acte
	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Dépenses de fonctionnement	15 000 000	-
	Ministère du Nouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	Transfert en capital	800 000 000	250 000 000
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Transfert en capital	100 000 000	659 000 000
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	25 000 000 000	- 958 000 000
		Investissements executés par l'état	30 000 000 000	- 879 217 483
	Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	Investissements executés par l'état	150 000 000	-
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	5 000 000	683 000 000
		Transfert en capital	1 000 000 000	879 217 483
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Investissements executés par l'état	230 000 000	-
	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	Dépenses de fonctionnement	850 000 000	85 000 000
	Présidence de la République	Dépenses de fonctionnement	-	190 000 000
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	25 000 000 000	- 131 000 000
	Ministère des Sports	Transferts courants	200 275 000	131 000 000
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	50 000 000 000	- 110 000 000
		Investissements executés par l'état	60 000 000 000	- 2 500 000 000
	Ministère de la Culture et de la Communication	Dépenses de fonctionnement	1 750 000	10 000 000
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Investissements executés par l'état	930 000 000	- 259 000 000
		Transfert en capital	400 000 000	- 400 000 000
	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	Investissements executés par l'état	12 500 000	-
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Transfert en capital	850 000 000	1 000 000 000
	Ministère des Forces Armées	Investissements executés par l'état	1 300 000 000	-
	Ministère du Nouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	Dépenses de fonctionnement	30 000 000	-
		Transfert en capital	1 300 000 000	1 500 000 000
	Présidence de la République	Transferts courants	37 499 000	100 000 000
	Charges non Réparties	Investissements executés par l'état	30 000 000 000	- 300 000 000
	Cour Suprême	Transfert en capital	-	50 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Transfert en capital	1 500 000 000	250 000 000
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	50 000 000 000	- 242 332 000
	Ministère de la Justice	Transferts courants	500 000 000	117 332 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	20 000 000	-
	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	Dépenses de fonctionnement	160 000 000	25 000 000
	Ministère des Forces Armées	Dépenses de fonctionnement	326 000 000	-
	Présidence de la République	Transferts courants	142 500 000	100 000 000
	Charges non Réparties	Investissements executés par l'état	30 000 000 000	- 800 000 000
	Ministère de la Culture et de la Communication	Transfert en capital	1 700 000 000	700 000 000
	Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	Transfert en capital	900 000 000	100 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	5 753 000	-
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	50 000 000 000	- 115 000 000
		Investissements executés par l'état	90 000 000 000	- 2 510 000 000
	Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	Investissements executés par l'état	37 500 000	-
		Transferts courants	3 304 752 000	65 000 000
	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Investissements executés par l'état	38 000 000	-
	Présidence de la République	Transfert en capital	2 500 000 000	2 510 000 000
		Transferts courants	142 500 000	50 000 000
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	25 000 000 000	- 530 000 000
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Dépenses de fonctionnement	64 000 000	-
	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	Dépenses de fonctionnement	304 500 000	515 000 000
	Ministère des Forces Armées	Transferts courants	66 000 000	15 000 000

mars-17

Montant acte	Libelle Section	Libelle titre	Dotation initiale	Montant Acte
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	25 000 000 000	- 75 000 000
		Investissements executés par l'état	60 000 000 000	- 138 808 200
	Min. Femme, Famille et Enfance	Transferts courants	474 430 000	75 000 000
	Ministère des Forces Armées	Transfert en capital	28 000 000	88 808 200
	Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	Investissements executés par l'état	-	50 000 000
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	50 000 000 000	- 1 067 000 000
		Investissements executés par l'état	30 000 000 000	- 350 000 000
	Ministère de la Culture et de la Communication	Investissements executés par l'état	779 000 000	610 819 866
		Transfert en capital	1 900 000 000	400 000 000
	Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	Investissements executés par l'état	-	14 005 400
	Ministère de la Justice	Dépenses de fonctionnement	8 000 000	10 000 000
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Investissements executés par l'état	200 000 000	677 175 698
	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	Investissements executés par l'état	202 000 000	63 192 730
		Transfert en capital	2 800 000 000	2 000 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	202 774 000	27 000 000
		Investissements executés par l'état	270 000 000	583 432 128
		Transfert en capital	-	6 135 000 000
		Transferts courants	250 000 000	250 000 000
	Ministère de l'Environnement et du développement durable	Investissements executés par l'état	17 000 000	14 928 475
		Transfert en capital	800 000 000	200 000 000
	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Transfert en capital	1 200 000 000	1 706 296 226
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Dépenses de fonctionnement	5 983 100 000	380 000 000
	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	Dépenses de fonctionnement	1 052 312 000	100 000 000
	Ministère des Forces Armées	Investissements executés par l'état	300 000 000	122 011 412
	Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	Transfert en capital	405 000 000	150 000 000
		Transferts courants	288 000 000	300 000 000
	Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	Investissements executés par l'état	150 000 000	350 000 000
		Transfert en capital	10 952 100 000	4 500 000 000
	Présidence de la République	Investissements executés par l'état	-	403 000 000
	Ministère de la Justice	Dépenses de fonctionnement	129 926 000	-
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	336 703 000	-
	Présidence de la République	Dépenses de fonctionnement	31 000 000	-
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	75 000 000 000	- 3 350 000 000
	Ministère de la Culture et de la Communication	Transferts courants	19 123 000	250 000 000
	Ministère des Sports	Dépenses de fonctionnement	2 600 000 000	800 000 000
	Présidence de la République	Transferts courants	1 637 499 000	2 300 000 000
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	25 000 000 000	- 370 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Transfert en capital	3 000 000 000	1 500 000 000
	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	Transfert en capital	-	400 000 000
	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Investissements executés par l'état	-	334 052 100
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Dépenses de fonctionnement	80 000 000	250 000 000
	Présidence de la République	Dépenses de fonctionnement	120 000 000	120 000 000
	Charges non Réparties	Investissements executés par l'état	30 000 000 000	- 2 130 000 000
	Présidence de la République	Transfert en capital	1 000 000 000	2 130 000 000
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	75 000 000 000	- 607 750 000
		Dépenses de personnel	39 307 000	- 29 550 000
		Investissements executés par l'état	60 000 000 000	- 1 120 000 000
		Transfert en capital	5 000 000 000	847 500 000

Montant acte	Libelle Section	Libelle titre	Dotation initiale	Montant Acte
	Min. Femme, Famille et Enfance	Transferts courants	150 000 000	50 000 000
	Min. Infras. Transp. Terrestres et du Désencl.	Transfert en capital	500 000 000	- 150 000 000
	Ministère de la Culture et de la Communication	Investissements executés par l'état	40 000 000	-
		Transferts courants	500 000 000	100 000 000
	Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	Dépenses de personnel	-	29 550 000
	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne	Investissements executés par l'état	58 000 000	-
	Ministère de la Justice	Dépenses de fonctionnement	468 289 000	302 750 000
		Investissements executés par l'état	125 000 000	750 000 000
	Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	Investissements executés par l'état	50 000 000	-
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Dépenses de fonctionnement	247 399 000	80 000 000
		Investissements executés par l'état	-	20 000 000
	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	Investissements executés par l'état	21 000 000	-
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	64 035 000	-
		Investissements executés par l'état	335 000 000	50 000 000
		Transfert en capital	847 500 000	- 547 500 000
	Ministère de l'Education Nationale	Investissements executés par l'état	70 000 000	-
	Ministère de l'Industrie et des Mines	Transferts courants	805 380 000	75 000 000
	Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance	Dépenses de fonctionnement	373 000 000	-
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Investissements executés par l'état	1 000 000 000	-
	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	Dépenses de personnel	3 455 191 000	-
	Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	Investissements executés par l'état	169 500 000	-
	Ministère du Nouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	Investissements executés par l'état	515 000 000	-
	Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	Investissements executés par l'état	151 000 000	-
	Présidence de la République	Dépenses de fonctionnement	359 816 000	-
		Investissements executés par l'état	6 000 000	-
	Primature	Transfert en capital	-	150 000 000
	Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du nouveau du service public	Investissements executés par l'état	458 000 000	-
	Ministère de l'Environnement et du développement durable	Investissements executés par l'état	1 135 000 000	-
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Investissements executés par l'état	35 000 000	-
	Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	Transfert en capital	1 405 000 000	-
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	50 000 000 000	- 161 000 000
		Investissements executés par l'état	30 000 000 000	- 500 000 000
	Min. Tourisme et Transp. Aériens	Transferts courants	3 170 000 000	109 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Transfert en capital	1 000 000 000	500 000 000
	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	Dépenses de fonctionnement	82 000 000	52 000 000
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	25 000 000 000	- 1 750 000
	Ministère de la Culture et de la Communication	Dépenses de fonctionnement	105 750 000	-
	Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	Transferts courants	158 159 000	-
	Ministère de la Justice	Dépenses de fonctionnement	5 104 000	1 750 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	72 655 000	-
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Dépenses de fonctionnement	5 500 000	-
		Investissements executés par l'état	2 486 000 000	-
	Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	Investissements executés par l'état	85 000 000	-
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	25 000 000 000	- 450 000 000

Montant acte	Libelle Section	Libelle titre	Dotation initiale	Montant Acte
	Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	Transferts courants	4 500 000 000	450 000 000
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	50 000 000 000	- 245 000 000
		Investissements executés par l'état	60 000 000 000	- 830 000 000
		Transferts courants	-	125 000 000
	Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	Transfert en capital	900 000 000	350 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Investissements executés par l'état	210 000 000	355 000 000
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Investissements executés par l'état	2 486 000 000	-
	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	Dépenses de fonctionnement	4 000 000	20 000 000
	Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	Investissements executés par l'état	-	125 000 000
	Primature	Transferts courants	1 462 649 000	100 000 000
	Ministère de l'Education Nationale	Transferts courants	62 000 000	-
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	25 000 000 000	- 666 000 000
	Ministère de la Culture et de la Communication	Transferts courants	442 370 000	250 000 000
	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Transferts courants	800 000 000	18 000 000
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Dépenses de fonctionnement	5 986 100 000	250 000 000
	Ministère des Sports	Transferts courants	430 275 000	148 000 000
	Primature	Transferts courants	2 124 324 000	-
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	25 000 000 000	- 70 000 000
	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	Dépenses de fonctionnement	6 000 000	70 000 000
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	50 000 000 000	- 175 000 000
		Investissements executés par l'état	60 000 000 000	- 250 000 000
	Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	Transfert en capital	-	150 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Transfert en capital	7 000 000 000	100 000 000
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Dépenses de fonctionnement	-	150 000 000
	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	Dépenses de fonctionnement	1 932 297 000	-
	Ministère des Forces Armées	Dépenses de fonctionnement	4 026 345 000	25 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Investissements executés par l'état	82 600 000	-
	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	Investissements executés par l'état	230 000 000	-
	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	25 000 000 000	- 238 336 654
	Min. Femme, Famille et Enfance	Transferts courants	471 322 000	150 000 000
	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	Dépenses de fonctionnement	-	88 336 654
Total général			1 721 778 044 000	50 654 359 348